

Voor de opleidingen van een halve dag die op netniveau worden georganiseerd, ligt de klemtoon op het mechanisme voor de ondersteuning en de ontwikkeling van de beroepsvaardigheden voor de doelgroep bedoeld in lid 2, 1°, en de klemtoon op het evaluatiemechanisme voor de doelgroep bedoeld in lid 2, 2°.

§ 2. In de schooljaren 2023-2024, 2024-2025 en 2025-2026 wordt aanvullende opleiding georganiseerd tussen het netoverschrijdend niveau en het netniveau, bestaande uit vier halve dagen face-to-face of hybride opleiding gewijd aan het mechanisme voor ondersteuning en ontwikkeling van de beroepsvaardigheden van het onderwijspersoneel.

De doelgroep voor de opleiding bedoeld in lid 1 bestaat uit afgevaardigden van directeurs die in vast verband zijn benoemd of aangeworven of tijdelijk zijn aangesteld of aangeworven, die in dienstactiviteit zijn in een onderwijsinstelling.

Het aantal halve opleidingsdagen bedoeld in lid 1 wordt gelijk verdeeld tussen het netoverschrijdend niveau en het netniveau bedoeld in artikel 6.1.3-3, § 1, van het Wetboek van het basis- en secundair onderwijs.

Binnen elke aanvullende opleiding worden de halve opleidingsdagen die op netoverschrijdend niveau worden georganiseerd, systematisch gevolgd door een opleidingsbegunstigde vóór de halve opleidingsdagen die op netniveau worden georganiseerd.

De halve opleidingsdagen die op netoverschrijdend niveau worden georganiseerd, zijn gewijd aan de richtlijnen in verband met de mechanismen voor ondersteuning en ontwikkeling van beroepsvaardigheden en voor de evaluatie van het onderwijspersoneel, alsook aan de doelstellingen van deze mechanismen en de instrumenten die de regelgevende macht in het kader van deze mechanismen moet gebruiken. De nadruk ligt op het mechanisme voor de ondersteuning en ontwikkeling van beroepsvaardigheden.

De opleidings sessies van een halve dag die op netniveau worden georganiseerd, zijn gewijd aan het contextualiseren en implementeren van de richtlijnen, doelstellingen en instrumenten van de regelgevende macht met betrekking tot het mechanisme voor het ondersteunen en ontwikkelen van de beroepsvaardigheden waarnaar in het vorige lid wordt verwezen, in de specifieke realiteit van het net of de schoolinrichtingen. De nadruk ligt op het begrip delegatie.

Art. 3. De aanvullende opleidingen bedoeld in artikel 2 zijn niet onderworpen aan een premie zoals bedoeld in artikel 6.1.6-4 van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 01 januari 2024.

Art. 5. De ministers bevoegd voor het leerplichtonderwijs, het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en het onderwijs voor sociale promotie zijn, ieder wat hem/haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 november 2023.

De Minister-president, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,

P.-Y. JÉHOLET

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/00783]

13 DECEMBRE 2023. — Décret relatif aux missions régionales pour l'emploi (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er} — Dispositions générales

Article 1^{er}. Les missions régionales pour l'emploi sont des associations qui ont, pour mission principale, l'insertion durable des bénéficiaires visés à l'article 3, au travers d'un accompagnement, vers et dans l'emploi, d'une mise en relation du bénéficiaire avec le marché de l'emploi et d'un travail de réseau.

Pour l'application du présent décret, l'objectif d'insertion, visé à l'alinéa 1^{er}, est réputé atteint si l'accompagnement mène à une occupation de minimum trois mois auprès d'un même employeur ou de minimum six mois auprès d'employeurs différents.

Art. 2. Les missions régionales pour l'emploi peuvent développer d'autres activités que celles prévues par le présent décret, à condition qu'elles soient liées à leur mission principale et qu'elles ne nuisent pas aux activités prévues par le présent décret.

CHAPITRE 2 — Le public cible

Art. 3. § 1^{er}. Toute personne non soumise à l'obligation scolaire, inscrite auprès de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi en tant que chercheur d'emploi inoccupé et qui remplit l'une des conditions suivantes, peut être prise en charge par la mission régionale pour l'emploi :

- 1° ne pas disposer du certificat de l'enseignement secondaire supérieur, ou d'un titre équivalent;
- 2° être restée inscrite chercheur d'emploi inoccupé pendant au moins vingt-quatre mois au cours des trente-six mois précédant sa prise en charge par la mission régionale pour l'emploi;
- 3° être inoccupée et ne pas avoir exercé d'activité professionnelle, ne pas avoir bénéficié d'allocations de chômage, du revenu d'intégration ou de l'aide sociale financière équivalente au revenu d'intégration au cours des trente-six mois précédant sa prise en charge par la mission régionale pour l'emploi;
- 4° bénéficiaire du revenu d'intégration ou de l'aide sociale financière équivalente au revenu d'intégration;
- 5° être étranger et séjourner légalement sur le territoire belge en vertu de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, y compris si la personne étrangère a exercé les voies de recours visées au Titre III de cette loi;

6° être âgée de moins de vingt-cinq ans, être inoccupée depuis au moins douze mois et ne pas disposer d'un titre supérieur au certificat de l'enseignement secondaire supérieur;

7° être âgée d'au moins cinquante-cinq ans;

8° être orientée par l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles ou faire l'objet d'une :

a) attestation de reconnaissance de handicap délivrée par l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, la Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap, le Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding, le Service bruxellois francophone des personnes handicapées, Bruxelles-

Formation ou le Dienststelle für selbstbestimmtes Leben der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

b) attestation indiquant que la personne a terminé son cursus scolaire au maximum dans l'enseignement secondaire spécialisé;

c) décision en cours de validité délivrée par le Service public fédéral Sécurité sociale et attestant un handicap permettant à la personne d'obtenir une allocation de remplacement de revenus ou d'une allocation d'intégration;

d) décision en cours de validité délivrée par l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles et attestant le handicap permettant à la personne d'obtenir des allocations familiales supplémentaires;

e) décision judiciaire ou une attestation en cours de validité délivrée par la compagnie d'assurances ou l'Agence fédérale des risques professionnels et attestant d'un degré d'incapacité de travail permanente d'au moins vingt pour cent;

f) décision en cours de validité de l'Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité d'octroi d'indemnités d'invalidité;

g) décision en cours de validité de l'Office National de l'Emploi, de l'Arbeitsamt de la Communauté germanophone ou d'Actiris reconnaissant une aptitude au travail réduite;

9° être adressée par l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi en vertu de l'article 16 du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

Pour l'application du présent décret, le chercheur d'emploi est défini au sens de l'article 2, alinéa 1^{er}, 8°, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

§ 2. La condition visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, est appréciée au plus tard à la date de la conclusion de la convention entre le bénéficiaire et la mission régionale pour l'emploi.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, la mission régionale pour l'emploi peut prendre en charge toute personne inscrite auprès de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi en tant que chercheur d'emploi inoccupé qui ne remplit pas les conditions visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}.

La dérogation visée à l'alinéa 1^{er} ne peut pas dépasser dix pour cent du nombre total de personnes prises en charge au cours de l'année.

§ 4. La mission régionale pour l'emploi vérifie auprès de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi que le bénéficiaire qu'elle prend spontanément en charge est inscrit comme chercheur d'emploi.

CHAPITRE 3 — *La prise en charge par la mission régionale pour l'emploi*

Art. 4. La mission régionale pour l'emploi utilise la méthodologie qui lui semble la plus appropriée au regard des besoins des bénéficiaires et du contexte socio-économique du territoire qu'elle couvre.

Dans tous les cas, la méthodologie remplit les caractéristiques suivantes :

1° la mission régionale pour l'emploi assure un accompagnement intensif du bénéficiaire au moyen d'entretiens réguliers;

2° elle inclut un travail d'intermédiation entre le bénéficiaire et les employeurs qui se réalise au plus près du territoire de la mission régionale pour l'emploi, notamment par :

a) la détection des besoins des employeurs présents sur le territoire de la mission régionale pour l'emploi;

b) la prospection de postes de travail accessibles au public-cible visé à l'article 3;

c) la constitution d'un réseau d'employeurs partenaires;

d) la négociation avec les employeurs visant à proposer des opportunités d'emploi aux bénéficiaires de la mission régionale pour l'emploi et à promouvoir la qualité des contrats de travail;

e) la mise en relation par la mission régionale pour l'emploi des bénéficiaires et des employeurs;

3° elle vise l'autonomisation du bénéficiaire dans son trajet vers l'emploi et implique son adhésion et sa participation active dans son parcours vers l'emploi;

4° elle s'inscrit dans la collaboration avec l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi prévue par le décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

Art. 5. § 1^{er}. La prise en charge par la mission régionale pour l'emploi se décline en trois phases : la phase d'accueil et de bilan, la phase d'accompagnement vers l'emploi et la phase d'accompagnement dans l'emploi.

La prise en charge par la mission régionale pour l'emploi d'un chercheur d'emploi s'opère dans le respect des dispositions prévues par ou en vertu du chapitre 4, sections 1e et 2, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

§ 2. Pendant la phase d'accueil et de bilan, la mission régionale pour l'emploi accueille le candidat, réalise ou complète son bilan individuel et identifie ses besoins afin de déterminer si l'accompagnement par la mission régionale pour l'emploi est adapté.

La mission régionale pour l'emploi avertit le candidat de sa décision et lui explique ses motifs. Elle avertit également l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi lorsque le candidat lui a été adressé par ce dernier.

Lorsque la prise en charge par la mission régionale pour l'emploi n'est pas adaptée, la mission régionale pour l'emploi oriente le candidat vers son réseau de partenaires, dont l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi.

§ 3. Pendant la phase d'accompagnement vers l'emploi, la mission régionale pour l'emploi accompagne professionnellement et personnellement le bénéficiaire dans sa recherche d'emploi, prospecte les employeurs susceptibles de l'engager et les met en relation.

La mission régionale pour l'emploi et le bénéficiaire concluent une convention prévoyant les modalités de l'accompagnement vers et dans l'emploi.

La mission régionale pour l'emploi conclut un contrat de formation professionnelle avec le bénéficiaire et l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi portant sur la phase d'accompagnement vers l'emploi, en ce compris, le cas échéant, la période d'immersion en milieu professionnel, selon les modalités prévues par le Gouvernement.

§ 4. Pendant la phase d'accompagnement dans l'emploi, la mission régionale pour l'emploi favorise le maintien à l'emploi du bénéficiaire, clarifie la situation de travail, lui permet de mieux comprendre l'environnement professionnel, de se stabiliser dans l'emploi et de développer ses compétences pour s'orienter, évoluer professionnellement et sécuriser son parcours dans l'emploi.

Pendant ou à l'issue de la phase d'accompagnement dans l'emploi, la mission régionale pour l'emploi favorise autant que possible la validation des compétences acquises par le bénéficiaire.

Art. 6. § 1^{er}. La phase d'accueil et de bilan prend fin au plus tard deux mois à compter du premier entretien avec le candidat. Est considéré comme premier entretien, l'entretien individuel tenu entre la mission régionale et le candidat ou la séance collective organisée par la mission régionale avec un ensemble de candidats pour réaliser les premières prestations d'accueil et de bilan.

Lorsque la mission régionale pour l'emploi n'a pas pris la décision visée à l'article 5, § 2, alinéa 2, dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la candidature est refusée. Elle informe le candidat des motifs de refus ainsi que l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi lorsque le candidat lui a été adressé par ce dernier. Elle oriente le candidat vers son réseau de partenaires, dont l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi.

§ 2. Les phases d'accompagnement vers l'emploi et dans l'emploi prennent fin au plus tard deux ans à compter de la conclusion de la convention entre la mission régionale pour l'emploi et le bénéficiaire. La perte d'emploi du bénéficiaire n'interrompt pas ce délai.

§ 3. La mission régionale pour l'emploi peut reprendre en charge un bénéficiaire après un délai d'un an à compter de la fin de la convention entre la mission régionale pour l'emploi et le bénéficiaire.

La mission régionale pour l'emploi peut demander à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi de reprendre en charge un bénéficiaire avant l'écoulement du délai visé à l'alinéa 1^{er}. La mission régionale pour l'emploi et l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi analysent ensemble la pertinence d'octroyer cette autorisation et l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi prend la décision. S'il décide d'autoriser la prise en charge, il adresse le bénéficiaire vers la mission régionale pour l'emploi.

Art. 7. La mission régionale pour l'emploi assure l'accessibilité de ses services sur l'ensemble du territoire qu'elle couvre.

La mission régionale pour l'emploi assure la continuité de la prise en charge du bénéficiaire qui se domicilie dans son ressort territorial lorsqu'une prise en charge avait été entamée par une autre mission régionale pour l'emploi.

Art. 8. La mission régionale pour l'emploi travaille en réseau avec différents partenaires afin de fluidifier le parcours du bénéficiaire vers l'emploi. Elle peut confier une partie des prestations à un partenaire spécialisé.

CHAPITRE 4 — *L'accompagnement des missions régionales pour l'emploi*

Art. 9. Il est institué une commission d'accompagnement des missions régionales pour l'emploi.

Cette commission effectue les activités suivantes :

1° examiner l'activité des missions régionales pour l'emploi au travers du rapport d'activités globalisé et du plan d'actions globalisé visés à l'article 23;

2° informer, conseiller et accompagner les missions régionales pour l'emploi dans la mise en oeuvre du présent décret;

3° organiser le dialogue et la concertation entre les missions régionales pour l'emploi et l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, notamment en vue de favoriser la coordination dans leurs missions respectives à l'égard des employeurs;

4° prévenir les éventuels litiges.

Le Gouvernement détermine la composition de cette commission.

Art. 10. § 1^{er}. Il est institué une association représentative des missions régionales pour l'emploi qui exerce les activités suivantes :

1° mutualiser, harmoniser et partager les outils, pratiques et méthodologies utilisés par les missions régionales pour l'emploi;

2° améliorer continuellement le fonctionnement des missions régionales pour l'emploi via :

a) un soutien administratif et logistique;

b) un soutien méthodologique à l'élaboration de projets innovants;

c) une aide lors de difficultés liées à la gestion;

d) un soutien méthodologique, administratif et logistique dans le cadre de l'élaboration et l'instruction de projets impliquant plusieurs missions régionales pour l'emploi;

e) une diffusion de l'information aux missions régionales pour l'emploi;

f) l'organisation de la communication sur la mise en oeuvre du présent décret et de ses arrêtés d'exécution;

g) l'organisation de la formation continue des travailleurs des missions régionales pour l'emploi;

h) le développement et la maintenance de projets informatiques communs aux missions régionales pour l'emploi;

3° assurer la visibilité des missions régionales pour l'emploi;

4° assurer la représentation des missions régionales pour l'emploi.

§ 2. Le Gouvernement détermine les modalités de désignation de l'association représentative des missions régionales pour l'emploi.

§ 3. Le Gouvernement octroie une subvention annuelle à l'association représentative des missions régionales pour l'emploi visant à couvrir les frais de fonctionnement, y compris les frais de rémunération.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est indexée selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 18.

Le Gouvernement détermine les modalités d'octroi et de liquidation de la subvention visée à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 5 — *L'agrément*

Art. 11. § 1^{er}. Le Gouvernement agréé l'organisme qui en fait la demande et qui remplit les conditions suivantes :

- 1° être constitué sous la forme d'une association sans but lucratif;
- 2° fournir un service gratuit aux chercheurs d'emploi;
- 3° prévoir dans ses statuts un organe d'administration comportant au moins :
 - a) un représentant permanent de l'Instance Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi territorialement compétent;
 - b) un représentant permanent de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi;
 - c) un représentant permanent de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles;
 - d) un représentant permanent de l'association sans but lucratif Union des Villes et Communes de Wallonie;
 - e) deux représentants désignés par les organisations représentatives des travailleurs siégeant au sein du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie;
 - f) deux représentants permanents désignés par les organisations représentatives des employeurs siégeant au sein du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie;
- 4° sans préjudice du 3°, b), prévoir dans ses statuts qu'un représentant de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi peut assister aux réunions de l'organe d'administration en tant qu'invité;
- 5° tenir une comptabilité analytique par activité s'il exerce d'autres activités que celle de mission régionale pour l'emploi;
- 6° respecter le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination;
- 7° collaborer à la mise en oeuvre de l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi en respectant les engagements qui lui incombent en tant que partenaire de l'accompagnement au sens de l'article 2, alinéa 1^{er}, 10°, tels que prévus par ou en vertu du chapitre 4, sections 1e et 2, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

Pour conserver son agrément, la mission régionale pour l'emploi continue de respecter les conditions visées à l'alinéa 1^{er}. Elle informe sans délai le Gouvernement de toute modification des conditions visées à l'alinéa 1^{er} intervenue après l'octroi de l'agrément.

§ 2. La mission régionale pour l'emploi est également tenue de remplir, au cours de son agrément, les conditions suivantes :

- 1° respecter la méthodologie d'accompagnement visée à l'article 4;
- 2° remettre annuellement un rapport d'activités et un plan d'actions à l'autorité désignée par le Gouvernement;
- 3° respecter les législations sociales et fiscales qui lui sont applicables.

Art. 12. Le Gouvernement octroie, suspend et retire l'agrément.

Il détermine la procédure d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément. La suspension d'agrément doit permettre l'octroi d'un délai de régularisation à la mission régionale pour l'emploi. Le retrait de l'agrément produit un effet immédiat et est réservé aux violations les plus graves.

Art. 13. § 1^{er}. L'agrément est octroyé pour une durée indéterminée.

§ 2. L'agrément de la mission régionale pour l'emploi couvre un territoire exclusif déterminé sur base d'une liste de communes.

§ 3. Le Gouvernement agréé au maximum deux missions régionales pour l'emploi sur le territoire d'une même Instance Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi, visé par l'article 2 de l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la mise en oeuvre des bassins Enseignement qualifiant – Formation – Emploi.

Si plus de deux missions régionales pour l'emploi introduisent une demande d'agrément sur le territoire d'une même Instance Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi, seules les deux premières demandes complètes sont prises en compte.

CHAPITRE 6 — *Le subventionnement de la mission régionale pour l'emploi*

Art. 14. La mission régionale pour l'emploi bénéficie d'une subvention annuelle pour réaliser la prise en charge visée au chapitre 3.

Art. 15. La subvention est déterminée par le Gouvernement en fonction au moins du nombre total de chercheurs d'emploi inoccupés depuis plus de vingt-quatre mois et de chercheurs d'emploi ne disposant pas du certificat de l'enseignement secondaire supérieur, ou d'un titre équivalent, comptabilisés sur le territoire de la mission régionale pour l'emploi. Le Gouvernement peut utiliser des critères supplémentaires pour prendre en compte, d'une part, les besoins du marché de l'emploi et, d'autre part, la réalité socioéconomique des territoires de chacune des missions régionales pour l'emploi.

Art. 16. La subvention est composée d'une part fixe et d'une part variable.

La part fixe de la subvention correspond à septante pour cent du montant annuel total et est liquidée au titre d'avance.

La part variable de la subvention correspond à trente pour cent du montant annuel total et est liquidée au titre de solde. Cette part variable est octroyée à la double condition d'avoir atteint, au cours des années précédentes, le volume d'activité et les objectifs d'insertion déterminés par le Gouvernement.

Si la mission régionale pour l'emploi ne rencontre pas la double condition visée à l'alinéa 3, la part variable est réduite en tenant compte de critères qualitatifs, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Art. 17. Le Gouvernement détermine les dépenses éligibles dans le cadre de la présente subvention ainsi que les modalités de liquidation.

Art. 18. La subvention est indexée selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

CHAPITRE 7 — *Le traitement de données à caractère personnel*

Art. 19. § 1^{er}. Le Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche traite les données à caractère personnel dans la stricte mesure de ce qui est nécessaire :

1° en ce qui concerne l'agrément :

- a) aux opérations de gestion administrative de l'octroi de l'agrément;
- b) aux opérations de retrait de l'agrément;
- c) aux opérations de gestion du contentieux relatif à l'agrément;

2° à l'octroi et à la liquidation de la subvention aux missions régionales pour l'emploi et à l'association représentative des missions régionales pour l'emploi;

3° au secrétariat de la commission d'accompagnement et de suivi des missions régionales pour l'emploi.

§ 2. L'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi traite les données à caractère personnel dans la stricte mesure de ce qui est nécessaire à l'adressage de chercheurs d'emploi vers les missions régionales pour l'emploi et à l'échange des informations visées à l'article 17 du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi, concernant les chercheurs d'emploi adressés ou pris en charge par la mission régionale pour l'emploi.

§ 3. L'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles traite les données à caractère personnel dans la stricte mesure de ce qui est nécessaire à l'envoi de bénéficiaires vers les missions régionales pour l'emploi.

§ 4. La mission régionale pour l'emploi traite les données à caractère personnel dans la stricte mesure de ce qui est nécessaire à la mission définie à l'article 1^{er}.

§ 5. Chaque entité est responsable du traitement des données à caractère personne pour la réalisation de ses propres missions.

Art. 20. § 1^{er}. Les données à caractère personnel nécessaires à l'agrément sont les suivantes :

1° pour les personnes physiques membres de l'organe d'administration ou les représentants permanents des personnes morales membres de l'organe d'administration :

a) leurs prénoms et leurs noms;

b) leur numéro de Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, au numéro d'identification de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, tel que visé à l'article 8, § 1^{er}, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

2° la désignation des membres de l'organe d'administration de la mission régionale pour l'emploi par l'organisation représentative des travailleurs ou des employeurs siégeant au sein de l'Instance Bassin Enseignement qualifiant – Formation – Emploi.

Le Gouvernement détermine les mesures appropriées et spécifiques du traitement visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, pour la sauvegarde des droits fondamentaux et des intérêts des personnes concernées.

§ 2. Les données à caractère personnel nécessaires au secrétariat de la Commission d'accompagnement et de suivi des missions régionales pour l'emploi sont les suivantes :

1° les prénoms et les noms des membres de la commission et leur numéro de Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, au numéro d'identification de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, tel que visé à l'article 8, § 1^{er}, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

2° les données de contact téléphonique ou électronique des membres de la Commission;

3° les vues échangées à l'occasion des réunions de la Commission.

§ 3. Sans préjudice des articles 4 à 4/4 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, les données à caractère personnel nécessaires à l'adressage de chercheurs d'emploi vers les missions régionales pour l'emploi sont :

1° les données d'identification du chercheur d'emploi, dont les prénoms et les noms et le numéro de Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, au numéro d'identification de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, tel que visé à l'article 8, § 1^{er}, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

2° les données relatives à la qualification professionnelle du chercheur d'emploi, dont le niveau d'étude, les formations suivies, les compétences, l'expérience professionnelle et la possession d'un permis de conduire;

3° les informations psycho-médico-sociales pouvant avoir un impact sur le positionnement métier, le degré de proximité de l'emploi ou les actions de formation et d'insertion du chercheur d'emploi.

§ 4. Les données à caractère personnel nécessaires à l'envoi de bénéficiaire de l'Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles vers les missions régionales pour l'emploi sont :

1° les données d'identification du chercheur d'emploi, dont les prénoms, les noms et le numéro de Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, au numéro d'identification de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, tel que visé à l'article 8, § 1^{er}, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

2° les données de contact téléphonique ou électronique;

3° le statut reconnu par les institutions de sécurité sociale qui a un impact sur l'opportunité de bénéficier de l'accompagnement par une mission régionale pour l'emploi;

4° les études, les formations et les langues maîtrisées;

5° les qualifications professionnelles, en indiquant, le cas échéant, la ou les certifications professionnelles obtenues, les titres de compétences, les attestations professionnelles obtenues, les attestations et certificats de compétences acquises en formation, les brevets et les autres agréments professionnels;

6° les aspirations professionnelles, en ce compris le positionnement métier;

7° l'expérience professionnelle et les compétences acquises de manière formelle, informelle et non formelle;

8° les informations relatives à l'autonomie numérique;

9° les éléments d'ordre psycho-médico-social, en ce compris les données de santé, communiqués par l'utilisateur particulier ou attestés par un médecin, un psychologue, un assistant social ou tout tiers disposant de ces éléments, pouvant ainsi avoir un impact sur son positionnement métier, son degré de proximité du marché de l'emploi, la détermination de son accompagnement, ses possibilités de réaliser des actions d'insertion ou de formation ou permettant de vérifier la capacité de l'utilisateur particulier à exercer un emploi ou à accéder à une formation;

10° les données relatives à un handicap, une invalidité ou une incapacité sur le marché du travail, reconnu par toute autorité compétence ou par le tiers mandaté par cette autorité.

§ 5. Les données à caractère personnel nécessaires à la mission définie à l'article 1^{er} sont :

1° les données d'identification du chercheur d'emploi, dont les prénoms, les noms et le numéro de Registre national visé par l'article 2, § 3, de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ou, à défaut, au numéro d'identification de la Banque-carrefour de la sécurité sociale, tel que visé à l'article 8, § 1^{er}, 2°, de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale;

2° les données relatives à la qualification professionnelle du chercheur d'emploi, dont le niveau d'étude, les formations suivies, les compétences et l'expérience professionnelle, la possession d'un permis de conduire tel que visé à l'article 4/1 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi;

3° les données relatives à l'occupation professionnelle du bénéficiaire, dont les données de temps de travail et de salaire issues de l'Office national de sécurité sociale;

4° les informations psycho-médico-sociales pouvant avoir un impact sur le positionnement métier, le degré de proximité de l'emploi ou les actions de formation et d'insertion du chercheur d'emploi;

5° les données en lien avec la méthodologie utilisée par la mission régionale pour l'emploi et les démarches réalisées par le bénéficiaire auprès de la mission régionale pour l'emploi;

6° les données d'identification des employeurs partenaires, dont les numéros d'entreprises et d'unité d'établissement et les données de contact;

7° les données nécessaires aux contrôles effectués par les différents organismes de tutelle ou subsidiant de la mission régionale pour l'emploi.

Pour les chercheurs d'emploi visés à l'article 3, § 3, la mission régionale pour l'emploi échange avec l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, les données visées à l'alinéa 1^{er}, selon les mêmes modalités, que pour les chercheurs d'emploi adressés par l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, conformément à l'article 17 du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi.

Art. 21. Les agents du Service public de Wallonie Économie, Emploi et Recherche et de l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi et les membres de la mission régionale pour l'emploi n'accèdent aux données à caractère personnel que dans la mesure où cet accès est nécessaire à l'exécution des tâches qui leur sont confiées dans le cadre des finalités définies à l'article 20.

Art. 22. Les données à caractère personnel obtenues par le responsable du traitement ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard des finalités définies à l'article 20, en ce compris la gestion des éventuels contentieux y relatifs, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont intervenus la prescription des actions et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés, ainsi que la cessation définitive des procédures et des recours administratifs et judiciaires y liés.

CHAPITRE 8 — *Le suivi, l'évaluation et le contrôle*

Art. 23. Les Services du Gouvernement que ce dernier identifie assurent annuellement le suivi de l'exécution du présent décret par :

1° l'établissement d'un rapport d'activités globalisé sur la base des rapports annuels des missions régionales pour l'emploi;

2° l'établissement d'un plan d'actions globalisé sur la base des plans d'actions des missions régionales pour l'emploi.

Le Gouvernement peut en préciser les contenus et les modalités.

Art. 24. À partir de l'année 2024, l'Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique réalise, tous les cinq ans, un rapport d'évaluation du dispositif des missions régionales pour l'emploi.

Le rapport d'évaluation détermine dans quelle mesure le dispositif atteint les objectifs visés à l'article 1^{er} et formule des recommandations en vue de son amélioration. Il tient compte du critère de genre des bénéficiaires.

Le rapport d'évaluation est transmis au Gouvernement et au Conseil économique, social et environnemental de Wallonie.

Art. 25. Le contrôle de l'application du présent décret et de ses mesures d'exécution s'exerce conformément aux dispositions du décret du 28 février 2019 relatif au contrôle des législations et réglementations relatives à la politique économique, à la politique de l'emploi et à la recherche scientifique ainsi qu'à l'instauration d'amendes administratives applicables en cas d'infraction à ces législations et réglementations.

CHAPITRE 9 — *Dispositions modificatives, transitoires et finales*

Art. 26. Dans l'article 18, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret du 12 novembre 2021 relatif à l'accompagnement orienté coaching et solutions des chercheurs d'emploi, les mots " le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi » sont remplacés par les mots " le décret du 13 décembre 2023 relatif aux missions régionales pour l'emploi ».

Art. 27. Les missions régionales pour l'emploi agréées le 31 décembre 2023 en vertu du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi visées à l'article 11 sont agréées d'office.

Art. 28. Par dérogation aux articles 14 à 17, les missions régionales pour l'emploi agréées le 31 décembre 2023 en vertu du décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi conservent au minimum le droit au montant de la subvention allouée en vertu de ce décret au cours de l'année 2023 pendant une durée de sept ans à compter de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 29. Le décret du 11 mars 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des missions régionales pour l'emploi est abrogé.

Art. 30. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2024.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 décembre 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1497 (2023-2024) N° 1 à 6
Compte rendu intégral, séance plénière du 13 décembre 2023
Discussion.

Vote

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/00783]

13 DECEMBER 2023. — Decreet betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1 — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. De gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling zijn verenigingen met als hoofdoopdracht de duurzame inschakeling van de begunstigten bedoeld in artikel 3, via een begeleiding naar en in een job, door de begunstigde in contact te brengen met de arbeidsmarkt en via het netwerken.

Voor de toepassing van dit decreet wordt de inschakelingsdoelstelling, bedoeld in het eerste lid, geacht te zijn bereikt indien de begeleiding leidt tot ten minste drie maanden werk bij dezelfde werkgever of ten minste zes maanden werk bij verschillende werkgevers.

Art. 2. De gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling kunnen andere activiteiten ontwikkelen dan deze voorzien in dit decreet, op voorwaarde dat ze verband houden met hun hoofdoopdracht en geen afbreuk doen aan de activiteiten voorzien in dit decreet.

HOOFDSTUK 2 — *Doelpubliek*

Art. 3. § 1. Elke niet-leerplichtige persoon die bij de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling) ingeschreven is als niet-werkende werkzoekende en aan één van de volgende voorwaarden voldoet, kan door de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling worden bijgestaan:

- 1° minstens in het bezit zijn van het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig diploma;
- 2° gedurende ten minste vierentwintig maanden in de zesendertig maanden voorafgaand aan de indiensttreding bij de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling ingeschreven zijn geweest als niet-werkende werkzoekende;
- 3° werkloos zijn en geen beroepsactiviteit hebben uitgeoefend, geen werkloosheidsuitkering, leefloon of financiële sociale bijstand gelijkwaardig aan het leefloon hebben ontvangen tijdens de zesendertig maanden voorafgaand aan het bijstaan door de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling;
- 4° in aanmerking komen voor het leefloon of voor de aan het leefloon gelijkwaardige financiële sociale bijstand;
- 5° een vreemdeling zijn die legaal op het Belgisch grondgebied verblijft krachtens de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ook als de vreemdeling de rechtsmiddelen bedoeld in titel III van deze wet heeft aangewend;
- 6° jonger zijn dan vijfentwintig jaar, minstens twaalf maanden werkloos zijn en geen diploma hoger dan het getuigschrift van het hoger secundair onderwijs hebben;
- 7° ten minste vijftien jaar oud zijn;
- 8° doorverwezen worden door het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waal Agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), of het voorwerp uitmaken van een:
 - a) attest van erkenning van handicap afgegeven door het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles", het Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap, de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding, de "Service bruxellois francophone des personnes handicapées", Bruxelles-Formation of de "Dienststelle für selbstbestimmtes Leben der Deutschsprachigen Gemeinschaft";
 - b) attest waaruit blijkt dat de persoon zijn schoolcursus hoogstens in het gespecialiseerde secundair onderwijs heeft beëindigd;
 - c) geldige beslissing afgeleverd door de Federale overheidsdienst Sociale Zekerheid tot bevestiging van de handicap waardoor de persoon een inkomensvervangende uitkering of een inschakelingsuitkering kan verkrijgen;
 - d) geldige beslissing van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" die de gehandicapte persoon certificeert en de persoon recht geeft op aanvullende kinderbijslag;
 - e) rechterlijke beslissing of een geldige beslissing afgeleverd door de verzekeringsmaatschappij of het Federaal Agentschap voor Beroepsrisico's en tot bevestiging van minstens twintig percent blijvende arbeidsongeschiktheid;
 - f) geldige beslissing van het Rijksinstituut voor Ziekte-en Invaliditeitsverzekering tot toekenning van invaliditeitsuitkeringen;
 - g) geldige beslissing van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, het "Arbeitsamt" van de Duitstalige Gemeenschap of van Actiris waarbij een verminderde arbeidsgeschiktheid erkend wordt;
- 9° doorverwezen worden door de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" in toepassing van artikel 16 van het decreet van 12 november 2021 betreffende coaching en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.

Voor de toepassing van dit decreet wordt de werkzoekende gedefinieerd in de zin van artikel 2, eerste lid, 8°, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.

§ 2. De in paragraaf 1, eerste lid, bedoelde voorwaarde wordt uiterlijk beoordeeld op de datum van sluiting van de overeenkomst tussen de begunstigde en de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling.

§ 3. In afwijking van paragraaf 1, eerste lid, kan de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling elke persoon bijgestaan die bij de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" is ingeschreven als niet-werkende werkzoekende en die niet voldoet aan de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid.

De in lid 1 bedoelde afwijking mag niet meer bedragen dan tien procent van het totale aantal personen die gedurende het jaar bijgestaan genomen.

§ 4. De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling controleert bij de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" of de begunstigde die ze spontaan ten laste neemt, ingeschreven is als werkzoekende.

HOOFDSTUK 3 — *Het bijstaan door de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling*

Art. 4. De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling gebruikt de methodologie die ze het meest geschikt acht in functie van de behoeften van de begunstigten en de socio-economische context van het grondgebied dat ze bestrijkt.

In alle gevallen heeft de methodologie de volgende kenmerken:

- 1° de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling begeleidt de begunstigde intensief via regelmatige gesprekken;
- 2° ze omvat bemiddelingsopdrachten tussen de begunstigde en de werkgevers, die zo dicht mogelijk bij het grondgebied van de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling worden uitgevoerd, met name door :
 - a) het identificeren van de behoeften van werkgevers op het grondgebied van de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling;
 - b) de opsporing van de arbeidsposten die toegankelijk zijn voor de in artikel 3 bedoelde doelgroep;
 - c) het opbouwen van een netwerk van werkgeverspartners;
 - d) de onderhandeling met werkgevers om werkgelegenheid te bieden aan begunstigten van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling en om de kwaliteit van arbeidscontracten te bevorderen;
 - e) het in contact brengen door de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling van de begunstigten met de werkgevers;
- 3° ze heeft tot doel de begunstigde te responsabiliseren in zijn traject naar tewerkstelling en impliceert de steun en actieve deelname van de begunstigde in zijn traject naar tewerkstelling;

4° doorverwezen worden door de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" in toepassing van artikel 16 van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.

Art. 5. § 1. Het bijstaan door de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling geschiedt in drie fasen: de opvang- en balansfase, de fase van begeleiding naar een job en de fase van begeleiding in de job.

De tenlasteneming van een werkzoekende door de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling geschiedt met inachtneming van de bepalingen bepaald bij of krachtens hoofdstuk 4, afdelingen 1 en 2, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.

§ 2. Tijdens de opvang- en balansfase verwelkomt de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling de kandidaat, voert of vervolledigt ze zijn individuele evaluatie uit en identificeert ze zijn behoeften om te bepalen of de begeleiding door de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling aangepast is.

De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling stelt de kandidaat op de hoogte van haar beslissing en licht de redenen daarvoor toe. Ze brengt ook de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" op de hoogte als de kandidaat door laatstgenoemde is doorverwezen.

Als het bijstaan van de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling niet aangepast is, zal ze de aanvrager doorverwijzen naar haar netwerk van partners, waaronder de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi".

§ 3. Tijdens de fase van begeleiding naar een job biedt de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling professionele en persoonlijke begeleiding aan de begunstigde bij zijn zoektocht naar een job, gaat ze op zoek naar werkgevers die hem zouden kunnen aanwerven en brengt ze hen met elkaar in contact.

De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling en de begunstigde sluiten een overeenkomst waarin de voorwaarden voor de begeleiding bij de zoektocht naar een job en binnen de job worden vastgelegd.

De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling sluit een beroepsopleidingsovereenkomst met de begunstigde en de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" die betrekking heeft op de begeleidingsfase bij de zoektocht naar een job, met inbegrip van, in voorkomend geval, de periode onderdompeling op de werkplek, overeenkomstig de door de Regering vastgelegde modaliteiten.

§ 4. Tijdens de begeleidingsfase in de job helpt de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling de begunstigde om aan het werk te blijven, zijn werksituatie te verduidelijken, hem een beter inzicht te geven in de werkomgeving, hem te stabiliseren in de job en zijn vaardigheden te ontwikkelen zodat hij zich kan oriënteren, zich professioneel kan ontwikkelen en zijn carrièrepad veilig kunnen stellen.

De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling moedigt in de mate van het mogelijke de validering van de door de begunstigde verworven competenties aan tijdens of op het einde van de fase van begeleiding in de job.

Art. 6. § 1. De opvang- en balansfase eindigt uiterlijk twee maanden na het eerste gesprek met de kandidaat. Als eerste gesprek wordt beschouwd het individuele gesprek tussen de gewestelijke zending en de kandidaat of de groepsessie die door de gewestelijke zending met een groep kandidaten wordt georganiseerd om de eerste opvang- en balansdienstverleningen uit te voeren.

Wanneer de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling de beslissing bedoeld in artikel 5, § 2, tweede lid, niet heeft genomen binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, wordt de kandidatuur afgewezen. Ze brengt de aanvrager op de hoogte van de redenen voor weigering evenals de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" wanneer kandidaat door laatstgenoemde is doorverwezen. Ze verwijst de kandidaat door naar haar netwerk van partners, waaronder de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi".

§ 2. De fasen van begeleiding naar een job en in de job eindigen uiterlijk twee jaar na het sluiten van de overeenkomst tussen de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling en de begunstigde. Verlies van werk door de begunstigde onderbreekt deze periode niet.

§ 3. De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling kan een begunstigde opnieuw bijstaan na een periode van één jaar vanaf het einde van de overeenkomst tussen de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling en de begunstigde.

De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling kan de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" vragen om een begunstigde opnieuw bij te staan voordat de in lid 1 bedoelde periode verstreken is. De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling en de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" onderzoeken samen of het opportuun is om deze toelating te verlenen en de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" neemt de beslissing. Als hij beslist om het bijstaan toe te staan, verwijst hij de begunstigde door naar de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling.

Art. 7. De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling zorgt ervoor dat haar diensten toegankelijk zijn in het hele grondgebied dat ze bestrijkt.

De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling waarborgt de continuïteit van het bijstaan van de begunstigde die zich in haar ambtsgebied domicilieert wanneer het bijstaan reeds door een andere gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling is gestart.

Art. 8. De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling werkt in een netwerk met verschillende partners om het arbeidstraject voor de begunstigde vlot te laten verlopen. Ze kan sommige diensten uitbesteden aan een gespecialiseerde partner.

HOOFDSTUK 4 — *Begeleiding van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling*

Art. 9. Er wordt een commissie ter begeleiding van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling opgericht.

Deze commissie voert de volgende activiteiten uit:

1° de activiteit van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling onderzoeken door middel van het globaal activiteitenverslag en het globaal actieplan bedoeld in artikel 23;

2° de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling informeren, adviseren en ondersteunen bij de uitvoering van dit decreet;

3° de dialoog en het overleg organiseren tussen de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling en de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", in het bijzonder met het oog op het bevorderen van de coördinatie van hun respectieve opdrachten ten aanzien van de werkgevers;

4° eventuele geschillen voorkomen.

De Regering bepaalt de samenstelling van deze commissie.

Art. 10. § 1. Er wordt een vereniging opgericht die de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling vertegenwoordigt en die de volgende activiteiten uitvoert:

1° de instrumenten, praktijken en methodologieën van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling samenbrengen, harmoniseren en delen;

2° de werking van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling voortdurend verbeteren via:

a) een administratieve en logistieke steun;

b) een methodologische steun voor de ontwikkeling van innovatieve projecten;

c) hulp bij managementproblemen;

d) een methodologische, administratieve en logistieke steun in het kader van de uitwerking en de behandeling van projecten waarbij meerdere gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling betrokken zijn;

e) verspreiding van informatie naar de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

f) de organisatie van de communicatie over de uitvoering van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan;

g) de organisatie van de voortgezette vorming van de werknemers van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

h) de ontwikkeling en het onderhoud van gezamenlijke IT-projecten van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

3° zorgen voor de zichtbaarheid van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

4° zorgen voor de vertegenwoordiging van gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling

§ 2. De Regering bepaalt de modaliteiten voor de aanwijzing van de vereniging die de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling vertegenwoordigt.

§ 3. De Regering geeft een jaarlijkse subsidie aan de vereniging die de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling vertegenwoordigt om de werkingskosten, met inbegrip van de bezoldiging, te dekken.

De in lid 1 bedoelde subsidie wordt op dezelfde wijze geïndexeerd als de in artikel 18 bedoelde subsidie.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de toekenning en de vereffening van de in het eerste lid bedoelde subsidie.

HOOFDSTUK 5 — *Erkenning*

Art. 11. § 1. De Regering erkent de instelling die daarom heeft verzocht en die aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstgevend oogmerk;

2° een gratis dienst aanbieden aan werkzoekenden;

3° in haar statuten voorzien in een bestuursorgaan dat bestaat uit ten minste:

a) een permanente vertegenwoordiger van de Instantie van de territoriaal bevoegde regio voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt;

b) een permanente vertegenwoordiger van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi";

c) een permanente vertegenwoordiger van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles";

d) een permanente vertegenwoordiger van de vzw "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten);

e) twee vertegenwoordigers aangewezen door de representatieve werknemersorganisaties die zetelen in de Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië);

f) twee permanente vertegenwoordigers aangewezen door de representatieve werkgeversorganisaties die zetelen in de Conseil économique, social et environnemental de Wallonie";

4° onverminderd 3°, b), in haar statuten bepalen dat een vertegenwoordiger van de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" als gast de vergaderingen van het bestuursorgaan kan bijwonen;

5° een analytische boekhouding voeren voor elke activiteit indien ze andere activiteiten uitvoert dan die van de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling;

6° het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie naleven;

7° meewerken aan de uitvoering van coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden door de verbintenissen na te leven die op haar rusten als begeleidingspartner in de zin van artikel 2, eerste lid, 10°, zoals bepaald bij of krachtens hoofdstuk 4, afdelingen 1 en 2, van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.

Om haar erkenning te behouden, moet de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling blijven voldoen aan de voorwaarden genoemd in lid 1. Zij stelt de Regering onverwijld in kennis van elke wijziging in de in lid 1 bedoelde voorwaarden die zich voordoet nadat de erkenning is verleend.

§ 2. De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling moet tijdens de erkenningsperiode ook aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° de in artikel 4 bedoelde begeleidingsmethodologie naleven;

2° een activiteitenverslag en een actieplan jaarlijks indienen bij de door de Regering aangewezen overheid;

3° de vigerende sociale en fiscale wetgevingen naleven.

Art. 12. De Regering verleent de erkenning, schort deze op en trekt deze in.

Zij bepaalt de procedure voor de toekenning, opschorting en intrekking van de erkenning. De opschorting van de erkenning moet de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling de tijd geven om de situatie te regulariseren. De intrekking van de erkenning wordt onmiddellijk van kracht en is voorbehouden aan de meest ernstige overtredingen.

Art. 13. § 1. De erkenning wordt voor onbepaalde duur toegekend.

§ 2. De erkenning van de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling heeft betrekking op een exclusief grondgebied dat wordt bepaald op basis van een lijst van gemeenten.

§ 3. De Regering erkent maximum twee gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling op het grondgebied van eenzelfde regio voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt zoals bedoeld in artikel 2 van het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitvoering van regio's voor Kwalificerend Onderwijs - Vorming - Arbeidsmarkt.

Als meer dan twee gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling een erkenningsaanvraag indienen op het grondgebied van eenzelfde regio voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt, worden alleen de eerste twee volledige aanvragen in aanmerking genomen.

HOOFDSTUK 6 — *Subsidiëring van de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling*

Art. 14. De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling ontvangt een jaarlijkse subsidie om het in hoofdstuk 3 bedoelde bijstaan uit te voeren.

Art. 15. De subsidie wordt door de Regering bepaald op basis van ten minste het totale aantal werkzoekenden die langer dan vierentwintig maanden werkloos zijn en werkzoekenden die geen diploma hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardige kwalificatie hebben, die op het grondgebied van de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling geregistreerd zijn. De Regering kan aanvullende criteria gebruiken om rekening te houden met zowel de behoeften van de arbeidsmarkt als de sociaaleconomische realiteit van de grondgebieden die door elk van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling worden bestreken.

Art. 16. De subsidie bestaat uit een vast gedeelte en een variabel gedeelte.

Het vaste gedeelte van de subsidie komt overeen met 70% van het totale jaarlijkse bedrag en wordt vooraf betaald.

Het variabele gedeelte van de subsidie komt overeen met 30% van het totale jaarlijkse bedrag en wordt vooraf betaald. Dit variabele deel wordt toegekend op de dubbele voorwaarde dat de voorbije jaren het activiteitenvolume en de integratiedoelstellingen die door de Regering zijn vastgelegd, werden behaald.

Indien de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling niet voldoet aan de dubbele voorwaarde vermeld in lid 3, wordt het variabele gedeelte verminderd rekening houdend met kwalitatieve criteria, volgens de modaliteiten bepaald door de Regering.

Art. 17. De Regering bepaalt welke uitgaven subsidiabel zijn in het kader van deze subsidie en hoe de betaling gebeurt.

Art. 18. De subsidie wordt volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten geïndexeerd.

HOOFDSTUK 7 — *Verwerking van persoonsgegevens*

Art. 19. § 1. De Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek verwerkt persoonsgegevens alleen in de mate die nodig is voor:

1° wat betreft de erkenning:

a) het administratief beheer van de toekenning van de erkenning;

b) de intrekking van de erkenning;

c) het beheer van geschillen met betrekking tot de erkenning;

2° de toekenning en uitbetaling van de subsidie aan de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling en aan de vereniging die de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling vertegenwoordigt;

3° het secretariaat van de commissie ter begeleiding van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling.

§ 2. De "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" verwerkt persoonsgegevens alleen in de mate die nodig is om werkzoekenden door te verwijzen naar de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling en om de informatie uit te wisselen bedoeld in artikel 17 van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekende, over de werkzoekenden die door de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling worden doorverwezen of door worden bijgestaan.

§ 3. Het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" verwerkt persoonlijke gegevens alleen in de mate die nodig is om begunstigden door te verwijzen naar de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling.

§ 4. De gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling verwerkt persoonsgegevens alleen in de mate die nodig is voor de in artikel 1 vermeldde taak.

§ 5. Elke entiteit is verantwoordelijk voor het verwerken van persoonsgegevens om haar eigen taken uit te voeren.

Art. 20. § 1. De voor de erkenning vereiste persoonsgegevens zijn de volgende:

1° voor natuurlijke personen die lid zijn van het bestuursorgaan of permanente vertegenwoordigers van rechtspersonen die lid zijn van het bestuursorgaan:

a) hun voor- en achternaam;

b) hun rijksregisternummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, of bij gebreke daarvan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

2° de aanwijzing van de leden van het bestuursorgaan van de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling door de representatieve organisatie van werknemers of werkgevers die zetelt in de regio voor Kwalificerend onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt.

De Regering bepaalt de gepaste en specifieke maatregelen voor de in lid 1, 2°, bedoelde verwerking om de fundamentele rechten en belangen van de betrokken personen te vrijwaren.

§ 2. De persoonsgegevens die vereist zijn voor het secretariaat van de commissie ter begeleiding van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling zijn de volgende :

1° de voor- en achternaam van de leden van de commissie en hun rijksregisternummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, of bij gebreke daarvan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

2° de telefonische of elektronische contactgegevens van de leden van de Commissie

;

3° de standpunten die tijdens de vergaderingen van de Commissie werden uitgewisseld.

§ 3. Onverminderd de artikelen 4 tot 4/4 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), zijn de persoonsgegevens die vereist zijn om werkzoekenden door te verwijzen naar de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling de volgende:

1° de identificatiegegevens van de werkzoekende, met inbegrip van de voor- en achternaam en het rijksregisternummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, of bij gebreke daarvan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

2° gegevens met betrekking tot de beroepskwalificaties van de werkzoekende, zoals opleidingsniveau, gevolgde opleiding, vaardigheden, beroepservaring en het bezit van een rijbewijs;

3° psycho-medico-sociale informatie die een impact kan hebben op de positionering in een functie van de werkzoekende, de mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt of de opleidings- en inschakelingsacties van de werkzoekende.

§ 4. De persoonsgegevens die vereist zijn om begunstigden van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" door te verwijzen naar de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, zijn de volgende:

1° de identificatiegegevens van de werkzoekende, met inbegrip van de voor- en achternaam en het rijksregisternummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, of bij gebreke daarvan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

2° de telefonische of elektronische contactgegevens

3° het statuut erkend door de socialezekerheidsinstellingen, dat een impact heeft op de mogelijkheid om te worden begeleid door een gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling;

4° de studies, opleiding en beheerste talen;

5° de beroepskwalificaties, met vermelding, indien van toepassing, van de verkregen beroepscertificatie(s), de titels van beroepsbekwaamheid, de verkregen beroepsattesten, de attesten en getuigschriften van competenties die werden verworven tijdens de opleiding, octrooien en andere professionele erkenningen;

6° loopbaanambities, met inbegrip van positionering in een functie;

7° beroepservaring en vaardigheden die formeel, informeel en niet-formeel werden verworven;

8° de informatie over digitale autonomie;

9° informatie van psycho-medico-sociale aard, met inbegrip van gezondheidsgegevens, meegeedeeld door de individuele gebruiker of bevestigd door een arts, psycholoog, maatschappelijk werker of elke derde die in het bezit is van dergelijke informatie, die dus een impact kan hebben op zijn positionering in een functie, zijn mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt, de bepaling van zijn begeleiding, zijn mogelijkheden om inschakelings- of opleidingsacties uit te voeren of die het mogelijk maakt om na te gaan of de individuele gebruiker in staat is om een job uit te oefenen of toegang te krijgen tot een opleiding;

10° gegevens met betrekking tot een handicap, invaliditeit of ongeschiktheid op de arbeidsmarkt, erkend door elke bevoegde instantie of door de derde die door deze instantie is gemandateerd.

§ 5. De persoonsgegevens die vereist zijn voor de in artikel 1 bepaalde opdracht zijn de volgende:

1° de identificatiegegevens van de werkzoekende, met inbegrip van de voor- en achternaam en het rijksregisternummer bedoeld in artikel 2, § 3, van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, of bij gebreke daarvan, het identificatienummer van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid bedoeld in artikel 8, § 1, 2°, van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

2° de gegevens met betrekking tot de beroepskwalificaties van de werkzoekende, met inbegrip van het studieniveau, de gevolgde opleiding, de vaardigheden en de beroepservaring, het bezit van een rijbewijs zoals bedoeld in artikel 4/1 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

3° gegevens met betrekking tot de beroepsactiviteit van de begunstigde, met inbegrip van werkuren en salarisgegevens van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid;

4° psycho-medico-sociale informatie die een impact kan hebben op de positionering in een functie van de werkzoekende, de mate van nabijheid tot de arbeidsmarkt of de opleidings- en inschakelingsacties van de werkzoekende

5° de gegevens met betrekking tot de methodologie gebruikt door de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling en de stappen die de begunstigde bij de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling heeft ondernomen;

6° de identificatiegegevens van partnerwerkgevers, met inbegrip van bedrijfs- en businessunitnummers en contactgegevens;

7° de gegevens die nodig zijn voor de controles uitgevoerd door de verschillende instanties die de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling controleren of subsidiëren.

Voor de werkzoekenden bedoeld in artikel 3, § 3, wisselt de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling de gegevens bedoeld in lid 1 uit met de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", volgens dezelfde modaliteiten als voor de werkzoekenden doorverwezen door de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", overeenkomstig artikel 17 van het decreet van 12 november 2021 betreffende coaching en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekenden.

Art. 21. De personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek en de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" en leden van de gewestelijke zending voor arbeidsbemiddeling hebben enkel toegang tot persoonsgegevens voor zover deze toegang noodzakelijk is voor de uitvoering van de taken die hen zijn toevertrouwd in het kader van de doeleinden bepaald in artikel 20.

Art. 22. De door de verantwoordelijke voor de verwerking verkregen persoonsgegevens worden niet langer bewaard dan nodig is voor de in artikel 20 genoemde doeleinden, met inbegrip van het beheer van eventuele geschillen die daarmee verband houden, met een maximale bewaartermijn die niet langer mag zijn dan 31 december van het jaar waarin de verjaring van de rechtsvorderingen en, indien van toepassing, de volledige betaling van alle daarmee verband houdende bedragen, alsmede de definitieve beëindiging van de desbetreffende administratieve en gerechtelijke procedures en beroepen, hebben plaatsgevonden.

HOOFDSTUK 8 — *Toezicht, evaluatie en controle*

Art. 23. De diensten van de Regering die laatstgenoemde identificeert, houden jaarlijks toezicht op de uitvoering van dit decreet via:

1° het opstellen van een globaal activiteitenverslag op basis van de jaarverslagen van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

2° het opstellen van een globaal actieplan op basis van de jaarverslagen van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

De inhoud en de modaliteiten daarvan kunnen nader bepaald worden door de Regering.

Art. 24. Vanaf 2024 zal het "Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique" om de vijf jaar een evaluatierapport opstellen over de regeling van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling.

In het evaluatieverslag wordt beoordeeld in hoeverre de regeling voldoet aan de in artikel 1 genoemde doelstellingen en worden aanbevelingen gedaan voor de verbetering ervan. Er wordt rekening gehouden met het geslacht van de begunstigen.

Het evaluatierapport wordt naar de Regering en de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" gestuurd.

Art. 25. De controle op de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan wordt uitgeoefend overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 28 februari 2019 betreffende de controle van de wetgevingen en reglementeringen inzake het economisch beleid, het tewerkstellingsbeleid en het wetenschappelijk onderzoek alsook de invoering van administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op deze wetgevingen en reglementeringen.

HOOFDSTUK IX — *Overgangs-, wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 26. In artikel 18, § 1, eerste lid, 3° van het decreet van 12 november 2021 betreffende de coaching- en oplossingsgerichte begeleiding van werkzoekende worden de woorden "het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling" vervangen door de woorden "het decreet van 13 november 2023 betreffende de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling".

Art. 27. De in artikel 11 bedoelde gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling die op 31 december 2023 zijn erkend krachtens het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling worden van rechtswege erkend.

Art. 28. In afwijking van de artikelen 14 tot en met 17 behouden de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling die op 31 december 2023 erkend zijn overeenkomstig het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling, gedurende een periode van zeven jaar vanaf de inwerkingtreding van dit decreet minstens het recht op het bedrag van de subsidie die gedurende het jaar 2023 op grond van dit decreet is toegekend.

Art. 29. Het decreet van 11 maart 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling wordt opgeheven.

Art. 30. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2024.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 december 2023.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024
Stukken van het Waals Parlement, 1497 (2023-2024) Nrs. 1 tot 6.
Volledig verslag, plenaire vergadering van 13 december 2023
Bespreking.
Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/200432]

20 DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 mars 2014 relatif à la pêche fluviale, à la gestion piscicole et aux structures halieutiques, l'article 10, modifié en dernier lieu par le décret du 17 juillet 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche;

Vu le rapport du 8 novembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du pôle « Ruralité », section " Pêche ", donné le 23 novembre 2023;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 8 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.062/4;

Vu la décision de la section de législation du 8 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a la pêche dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 décembre 2016 relatif aux conditions d'ouverture et aux modalités d'exercice de la pêche, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 février 2021, les mots « 3^e samedi de mars » sont à chaque fois remplacés par les mots « 1^{er} samedi de mars ».

Art. 2. Le Ministre qui a la pêche dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2024.

Namur, le 20 décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/200432]

20. DEZEMBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. März 2014 über die Flussfischerei, die Verwaltung der Fischzucht und die Fischereistrukturen, Artikel 10, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Dezember 2016 über die Bedingungen für die Eröffnung der Fischfangsaison und die Modalitäten für die Ausübung des Fischfangs;

Aufgrund des Berichts vom 8. November 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;